RÉGIE RÉGIONALE
DE LA SANTÉ ET DES
SERVICES SOCIAUX
DE MONTRÉAL-CENTRE

Synthèse des états de situation locaux

Projet jeunesse montréalais

Décembre 2000

Réalisation

Direction de la santé publique
Direction de la programmation et coordination

Rédaction

Yolande Marchand
Isabelle Ricard

Collaboration

Marguerite Paiement

Suzanne DeBlois
France Gauthier
André Gobeil
Danielle Lavoie
Chantal Paradis
Hélène Riberdy
Monique Tessier

© Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre (2000)

Dépôt légal : 4e trimestre 2000
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

ISBN : 2-89510-040-3

106-06092/

Table des matières

Introduction *5*

Dans la continuité de Grandir sur l'île 5
Objectifs du document 5
Une contribution locale majeure 6

Méthodologie *7*

Contenu analysé 7
Traitement des données 7
Limites inhérentes à l'exercice de synthèse 8

Résultats *11*

Préambule 11
Pauvreté 11
Communautés culturelles 11
Faits saillants chez les 0-5 ans 13
Faits saillants chez les 6-11 ans 17
Faits saillants chez les 12-17 ans 21
Faits saillants chez les 18-25 ans 25

Informations complémentaires *27*

Un nouveau regard sur les données 27
Population de 0-5 ans vivant sous le seuil de faible revenu 29
Population de 6-11 ans vivant sous le seuil de faible revenu 31
Population de 12-17 ans vivant sous le seuil de faible revenu 33
Population de 18-24 ans dépendants vivant sous le seuil de faible revenu 35
Population de 18-24 ans autonomes vivant sous le seuil de faible revenu 37
Immigrants récents 39

Conclusion *41*

Un survol des préoccupations retenues dans les territoires de CLSC 41
Y a-t-il des services à améliorer, consolider ou développer ? 41
La concertation : une base de travail à consolider 42
Que nous apprennent les cartes ? 42

Introduction

Dans la continuité de Grandir sur l'île

La *Synthèse des états de situation locaux* vient compléter une importante étape du Projet jeunesse montréalais au cours de laquelle, dans chaque territoire de CLSC de l'île, les partenaires ont dressé le portrait de la situation des moins de 25 ans et de leurs familles ainsi que l'état des activités et des services en place. L'analyse des états de situation nous permet de constater à quel point l'île de Montréal est une véritable mosaïque. Chaque territoire de CLSC a ses propres couleurs, ses propres dynamiques de concertation autour de la jeunesse et son histoire. Malgré certaines résistances, force nous est de constater l'importante mobilisation des différents acteurs impliqués dans la démarche d'élaboration d'un projet jeunesse montréalais. Nombreux sont ceux qui désirent unir leurs efforts afin d'intervenir plus efficacement face aux principales problématiques auxquelles sont confrontés les moins de 25 ans et leurs familles.

La Régie régionale de Montréal-Centre désire souligner tous ces efforts et souhaite, avec le présent document, soutenir les milieux dans l'élaboration de leurs plans d'action locaux et alimenter la réflexion autour d'un plan d'action régional.

Objectifs du document

Malgré le défaut de généralisation inhérent à une synthèse régionale, cet exercice permet de dégager des zones communes et d'offrir une perspective pouvant aider les parties à mieux se positionner dans l'ensemble. La particularité de chaque territoire prend ainsi, nous le souhaitons, une valeur ajoutée.

La *Synthèse des états de situation locaux* poursuit 4 objectifs :

1. Ajouter les couleurs locales à *Grandir sur l'île* en considérant 3 volets :
   - l'état de santé et bien-être,
   - les services, interventions, activités et projets dans le secteur jeunesse
   - l'état de la concertation locale sectorielle et intersectorielle ;

2. Dessiner la toile de fond régionale pour faciliter la mise en perspective des données locales ;

3. Alimenter la réflexion autour d'un plan d'action régional

4. Soutenir la mobilisation des partenaires locaux et régionaux.

Une contribution locale majeure

Pour réaliser la première phase des travaux, les porteurs de dossiers avaient pour mandat de mobiliser leurs partenaires afin de procéder ensemble à un état de situation local. À cet effet, plusieurs moyens furent employés :

- questionnaires auto-administrés ou entrevues en profondeur (25 % des territoires)
- comité aviseur, comité de travail ou comité d'orientation issu des instances existantes ou nouvellement créées (30 %)
- événements tels journées-forum (40 %).

Il faut souligner la contribution exceptionnelle des CLSC à cet effort de concertation. Vingt-huit (28) territoires de CLSC ont répondu à l'appel et déposé leur état de situation local tel que prévu le 27 mars 2000.

Méthodologie

Contenu analysé

Une grille d'analyse avait été soumise aux porteurs de dossiers (les CLSC) à titre de référence pour la collecte d'information. Elle comportait trois volets : l'identification des problématiques importantes et en émergence, la disponibilité et l'accessibilité des ressources ainsi que les activités et services offerts et l'état des concertations et collaborations entre les partenaires locaux. Cette même grille a été utilisée pour analyser l'ensemble des données fournies par les états de situation locaux et constitue l'armature de la présente synthèse.

En complément d'information, les données des recensements de 1991 et de 1996, les données sur les clientèles des centres jeunesse ainsi que des fichiers de naissances, de décès et d'hospitalisations ont été remises à chacun des territoires.

Traitement des données

Classement des préoccupations

Les préoccupations retenues par les territoires font référence aux problématiques et déterminants touchant un groupe d'âge. Dans certains cas elles ont été priorisées, estimées importantes ou en émergence, dans d'autres cas, elles ont été seulement examinées ou encore, elles n'ont pas été du tout traitées. Pour refléter avec le plus de diligence, de précision et d'intégrité possible les données présentées, la catégorisation suivante a été retenue :

- problématique ou déterminant non traité ;
- problématique ou déterminant examiné ou mentionné sans précision sur le degré d'importance ;
- problématique ou déterminant présenté comme important, en émergence ou même priorisé.

Par ailleurs, pour les fins de la présente synthèse, seules les préoccupations identifiées comme importantes, en émergence ou priorisées de même que celles qui ont été examinées ou mentionnées par sept territoires ou plus, soit 25%, ont été retenues.

Services[1], ressources, activités et interventions

Deux séries de services ont été présentées : les services existants et ceux à développer ou consolider. Ils varient de généraux (services de base dans la communauté) à spécialisés. On y trouve également les besoins en ressources matérielles et financières. Les ressources et services ne couvrent cependant pas la totalité des réalisations comprenant des activités, des interventions, des projets, des services, des programmes et des ressources dont les réalités se chevauchent selon la perspective prise pour les examiner.

---

[1] Le terme «services» sera utilisé seul afin d'alléger la lecture. Il inclura ou suggérera toujours, cependant, les ressources, les activités et les interventions menées par les différents partenaires.

Nous avons limité l'analyse aux services à consolider ou à améliorer, regroupant en un même thème les défis ou difficultés, souhaits, recommandations et pistes d'actions qui s'y rattachent. Ces services sont à consolider ou à développer car ils rencontrent des difficultés en termes de disponibilité (absence ou insuffisance de service), d'accessibilité (le service existe mais ne rejoint pas suffisamment la clientèle cible) ou même d'adaptation (besoins de formation, d'outils d'intervention ou de gestion, de partage des pratiques ou d'adaptation des pratiques aux communautés culturelles). Bref, tout commentaire qui suggère l'amélioration des pratiques.

Concertation et collaboration entre les partenaires

Les thèmes recoupent les protocoles et ententes entre partenaires (tous partenaires confondus), la coordination interne, l'arrimage avec un partenaire spécifique et les lieux de concertation. L'analyse a été limitée aux besoins de consolidation ou d'amélioration de la concertation, regroupant par thème les défis ou difficultés, souhaits, recommandations et pistes d'actions.

Limites inhérentes à l'exercice de synthèse

Le lecteur doit prendre connaissance des résultats qui suivent avec beaucoup de prudence et résister à une généralisation rapide et à des prises de décisions hâtives. À cette étape-ci, les informations doivent être considérées avec les limites imposées par les éléments suivants :

a) Diversité des dynamiques locales

Les données présentent succinctement le fruit de travaux d'envergure, impliquant différents partenaires dans des échanges, des méthodes de collecte de données et des processus décisionnels diversifiés qui reflètent les modalités et les réalités propres à chacun des territoires de CLSC. Ces paramètres ont un impact direct sur les discussions et la validation des données locales.

b) *Collectes de données variables*

Les équipes locales ont dû procéder à leur propre collecte d'information sur les besoins, les services aux jeunes et la concertation. Ces collectes d'information en ont amené certains à élaborer leur information à partir de sources hétérogènes ou adaptées à leur réalité mais apportant peu de points de comparaison entre les territoires. Ainsi, certaines préoccupations étaient bien documentées, d'autres peu ou pas du tout en raison de la non-disponibilité de données locales.

c) *Utilisation variable de la grille d'élaboration de l'état de situation*

Il importait que les territoires s'approprient la grille d'élaboration de l'état de situation, l'adaptent à leur façon de travailler, quoique cette adaptation ait amené des variations, ne serait-ce que pour la priorisation des problématiques.

d) Différentes définitions selon les observateurs

Les différents concepts rapportées aux états de situation tels que la dépression, les troubles de comportement, les habiletés parentales, la violence, tout en ayant un sens commun généralement accepté, peuvent faire l'objet d'une interprétation qui varie selon l'observateur.

e) Complémentarité des données

En plus des données colligées localement auprès d'informateurs, les territoires disposaient de tableaux de données permettant de quantifier certaines problématiques. L'intégration de ces deux sources d'information complémentaires dans une démarche de priorisation a souvent représenté un défi amenant une utilisation et des résultats variables.

f) Présentation générale de l'information

Afin d'assurer la représentation la plus exacte possible des diverses réalités, nous avons tiré l'information de toutes les parties composant les états de situation, à savoir l'introduction, les différents volets, les sommaires, la conclusion et les annexes, lorsqu'elles étaient disponibles.

Résultats

Préambule

La présentation des résultats vise à fournir aux territoires locaux une perspective régionale où se dessinent les grandes tendances qui caractérisent les moins de 25 ans tant pour les problématiques et déterminants de santé que pour les services qui s'adressent à eux.

Pauvreté

La pauvreté préoccupe depuis longtemps certains territoires. Ils la décrivent plus spécifiquement en termes d'insécurité alimentaire, de seuil de faible revenu ou de chômage. D'autres la voient poindre à travers des îlots (secteurs, quartiers), montrant un appauvrissement récent ou progressif invisible dans les données agrégées.

En raison de la variété d'information déposée aux états de situation, la comparaison entre les informations retenues par les territoires était impossible à faire. Toutefois, une analyse des mots clés utilisés a permis de dégager trois thèmes plus fréquemment soulignés :

- secteurs ou quartiers pauvres ;
- appauvrissement de la population ;
- pauvreté bien installée dans le territoire.

De façon générale, bien que différemment, tous les territoires abordent la question de la pauvreté. Pour certains, il existe des quartiers, des secteurs ou même une municipalité du territoire plus pauvres que les autres (13 territoires). D'autres soulignent surtout l'appauvrissement de la population (8/28). Enfin, certains reconnaissent que la pauvreté est chez eux une réalité bien ancrée (7 territoires).

Communautés culturelles

La présence de communautés culturelles est mentionnée dans quelques territoires. L'information a, le plus souvent, été inscrite en tant que préoccupation (problématique), comme par exemple en lien aux gangs de rue. Par ailleurs, l'appartenance culturelle n'est pas mentionnée comme un déterminant de la santé ou du bien-être. Elle s'associe sans nul doute à certains problèmes sans en être un elle-même. Ce qui ressort davantage, c'est la préoccupation que les nouveaux arrivants aient accès aux services. Cette information a donc été traitée à la section sur l'accès aux services car elle documente l'une des barrières à l'utilisation.

Faits saillants chez les 0-5 ans

Préoccupations importantes ou en émergence

Préoccupations *(sous catégories)*	**Importantes, en émergence ou priorisées**	**Examinées**	**Total des territoires qui se sont prononcés (dénominateur = 28)**
Négligence et abandon	11	16	27
Abus psychologiques, physiques et sexuels	9	16	25
Rôle des parents *(manque de disponibilité, manque d'habiletés parentales)*	9	6	15
Troubles de comportement	7	8	15

Pour 11 territoires, la négligence et l'abandon chez les 0-5 ans viennent en tête des préoccupations jugées importantes. Cette problématique a aussi été examinée par 16 territoires. Elle est suivie de très près par les abus psychologiques, physiques et sexuels. Cependant, ces indications ne signifient pas que les autres territoires en soient exempts, mais aucune indication n'apparaît à priori à leurs états de situation locaux.

La lecture de l'ensemble des états de situation locaux révèle que les neuf territoires estimant les abus importants ou en émergence, considèrent aussi la négligence au même titre.

Les difficultés reliées au rôle parental préoccupent aussi les intervenants des territoires de CLSC : elles ont été citées par neuf territoires et examinées par six autres. Notons, par ailleurs, que ce déterminant est peut-être sous-estimé compte tenu qu'il a été ajouté spontanément par 15 territoires.

Enfin, notons que l'exposition à la violence conjugale est apparente dans 16 territoires de CLSC, car 13 l'abordent soit directement ou, surtout, par le biais des protocoles avec les postes de police de quartier (donnée non présentée).

Services, ressources, activités et interventions à consolider ou à développer

a) Disponibilité

Rappelons ici que par «disponibilité», nous entendons l'existence même de services, activités, interventions et ressources. Les besoins en disponibilité se manifestent dans les services de base, les services spécialisés et au plan des ressources financières et matérielles.

Besoins en termes de disponibilité de services	**Mentions spécifiques par 25% et plus de territoires**
Services de base (21 territoires)	Services de garde (17 territoires) Soutien aux parents (12 territoires) Intervention en période périnatale (11 territoires) Services de répit (11 territoires)
Services spécialisés (18 territoires)	Pédopsychiatrie (12 territoires) Déficience physique et intellectuelle (8 territoires)
Ressources financières et matérielles (14 territoires)	Ressources financières pour divers services (11 territoires)

À l'examen du tableau, on note que les territoires montrent de la cohérence entre la mention du rôle des parents comme déterminant et le manque de services aux parents. Les services de garde et de répit sont tous deux très en demande. Si l'on considère l'ensemble des besoins pour les parents, ce sont 21 territoires sur les 28 qui identifient ce genre de services.

b) Accessibilité

Cette fois avec l'accessibilité, nous nous interrogeons sur les obstacles freinant l'utilisation de services. Vingt-deux (22) territoires de CLSC ont identifié neuf obstacles et pistes d'action pour améliorer l'accessibilité aux services. Voici ceux rapportés par 25% et plus des territoires :

Barrières à l'utilisation (22 territoires)
Barrière linguistique, incluant les services limités ou difficiles d'accès aux anglophones (11 territoires)
Barrières culturelles (9 territoires)
Parents difficiles à rejoindre (10 territoires)
Manque de connaissance des services ou méconnaissance des services par la clientèle (9 territoires)

c) L'adaptation des pratiques

L'adaptation des pratiques émerge comme source de besoins dans 13 territoires sans que suffisamment de territoires (7 ou plus) nomment l'une ou l'autre de ses sous-catégories (formation et soutien, partager et adapter les pratiques, s'adapter aux communautés culturelles, s'adapter à une clientèle spécifique).

Concertations locales à consolider ou à développer

La majorité des territoires (24) nomment des besoins ou pistes d'action au niveau de la concertation autour des tout-petits. Il s'agit le plus souvent de protocoles et ententes entre partenaires, toutes combinaisons confondues. Ce peut être par exemple entre les CLSC et les organismes communautaires, mais aussi avec le privé, les services de garde, entre plusieurs partenaires, autour de thématiques précises, etc. Les principales identifiées par plus du quart des territoires sont :

Concertation (24 territoires)
Protocoles et ententes entre partenaires (19 territoires)
Lieux de concertation (8 territoires).

L'ensemble des besoins à combler pour consolider et améliorer la santé et le bien être des enfants de 0 à 5 ans et leur famille, que ce soit à l'enseigne des préoccupations, des services, ressources, activités et interventions ou des concertations, viennent corroborer *Grandir sur l'île*. Y étaient spécifiquement soulignés l'accès difficile en pédopsychiatrie tant au niveau local que régional, le manque général d'accessibilité pour les familles, particulièrement celles vivant de grandes difficultés et les services aux communautés ethnoculturelles (barrière à l'utilisation), de même que les besoins d'améliorer la concertation par des mécanismes et des protocoles d'ententes.

Faits saillants chez les 6-11 ans

Préoccupations importantes ou en émergence

Les partenaires sont préoccupés par 15 problématiques concernant les 6 à 11 ans et leurs parents. Trois préoccupations ressortent en prédominance parmi celles nommées : les troubles de comportement et l'agressivité, les difficultés liées au rôle des parents ainsi que la négligence et l'abandon. Seulement trois territoires n'ont pas traité les troubles de comportement et l'agressivité chez les enfants de 6 à 11 ans. Quelques territoires (5) notent déjà des manifestations de violence dès cet âge.

Préoccupations *(sous catégories)*	**Importantes, en émergence ou priorisées**	**Examinées**	**Total des territoires qui se sont prononcés (dénominateur = 28)**
Troubles de comportement et agressivité *(violence, mésadaptation sociale et délinquance)*	12	13	25
Rôle des parents *(manque de disponibilité, problème d'encadrement et relations parents/enfant)*	10	7	17
Négligence et abandon *(isolement de l'enfant)*	9	12	21

Spécifions que les territoires consultés ont apporté des précisions au niveau des problématiques citées dans « Grandir sur l'île ». À cet effet, les troubles de comportement, qui apparaissent en tête de liste, ne figuraient pas comme tels dans le document.

Les difficultés reliées au rôle des parents sont soient citées en prédominance ou examinées par 17 territoires. Les territoires sensibilisés à la négligence le sont aussi aux troubles de comportement car sept d'entre eux nomment à la fois l'un et l'autre.

Services, ressources, activités et interventions à consolider ou à développer

a) Disponibilité

Vingt-deux (22) territoires de CLSC ont retenu 10 services de base à consolider ou à développer car s'ils existent, ils demeurent insuffisants pour les besoins locaux. Deux de ces services ressortent de façon prédominante : l'intervention en lien avec l'école et le soutien aux parents.

Besoins en termes de disponibilité de services	**Mentions spécifiques par 25% et plus de territoires**
Services de base (22 territoires)	Intervention en lien avec l'école (17 territoires) *(intervention à l'école et parascolaire, soutien à l'effort académique)* Soutien aux parents (13 territoires)
Services spécialisés (19 territoires)	Pédopsychiatrie (11 territoires) Déficience physique et intellectuelle (7 territoires)
Ressources financières et matérielles (9 territoires)	Ressources financières (9 territoires)

On note que l'école est ciblée comme lieu d'intervention à privilégier avant même le soutien aux parents. Les interventions qui y sont effectuées auprès des jeunes, qu'elles soient générales ou rattachées spécifiquement à l'effort académique visent, bien sûr, la réussite scolaire mais elles ont pour objectif ultime le développement des jeunes.

On note également le peu de disponibilité de services spécialisés, particulièrement en pédopsychiatrie ; la déficience physique et intellectuelle est aussi identifiée par le quart des territoires.

b) Accessibilité

En terme d'accessibilité, 9 barrières à l'utilisation empêchent la bonne marche des services pour 24 territoires de CLSC. Les plus fréquentes identifiées par sept territoires et plus sont :

Barrière à l'utilisation (24 territoires)
Parents difficiles à rejoindre (11 territoires)
Manque de connaissance ou méconnaissance des services par la clientèle (10 territoires)
Barrière culturelle (9 territoires)
Manque de connaissance ou méconnaissance des services par les intervenants (8 territoires)
Barrière linguistique incluant les services limités ou difficiles d'accès aux anglophones (7 territoires).

c) L'adaptation des pratiques

Le partage ou l'adaptation des pratiques est un élément clé pour la qualité des pratiques. Seize (16) territoires en font mention en ciblant particulièrement le partage des pratiques et une meilleure adaptation de celles-ci.

Concertations locales à consolider ou à développer

La concertation entre partenaires locaux est à consolider ou à développer pour ce groupe d'âge puisque 26 territoires en font mention sous différentes formes. Parmi les plus importantes notons les protocoles et ententes, l'arrimage avec l'école et l'établissement de lieux de concertation.

Concertation locale (26 territoires)
Protocoles et ententes entre partenaires (22 territoires)
Arrimage avec l'école (19 territoires)
Lieux de concertation (7 territoires)

Faits saillants chez les 12-17 ans

Préoccupations importantes ou en émergence

Selon les territoires, trois préoccupations majeures se démarquent parmi les six identifiées par plus du quart des territoires : les troubles de comportement, violence et délinquance, les difficultés dans l'exercice du rôle parental et les problèmes de santé mentale. Les problèmes d'externalisation (troubles de comportement, violence, délinquance) viennent en tête et sont priorisés, importants ou en émergence dans près des deux tiers des territoires (18). Les problèmes d'internalisation (détresse, dépression, anxiété) sont pour leur part retenus par près de la moitié des territoires (13).

Préoccupations *(sous catégories)*	**Importantes, en émergence ou priorisées**	**Examinées**	**Total des territoires qui se sont prononcés (dénominateur = 28)**
Troubles de comportement, violence et délinquance *(troubles de comportement et mésadaptation sociale ; délinquance, gang de rue et taxage; violence ; violence dans les relations amoureuses)*	18	10	28
Rôle des parents *(problème d'encadrement par les parents ; relations parents/jeune ; manque de disponibilité des parents)*	15	6	21
Problèmes de santé mentale *(dépression, détresse et anxiété ; estime de soi ; désordres alimentaires ; idéations et suicides)*	13	9	22
Consommation d'alcool et de drogues	11	16	27
Décrochage scolaire	9	8	17
Grossesse à l'adolescence et avortement	9	5	14

Spécifions que les territoires consultés ont apporté des précisions sur les problématiques identifiées dans « Grandir sur l'île » pour les 12-17 ans. En effet, les troubles de comportement chez l'adolescent, suivi de près par les problèmes de santé mentale et les signes de marginalisation arrivent en tête de liste avec les difficultés reliées à l'exercice du rôle parental.

Services, ressources, activités et interventions à consolider ou à développer

a) Disponibilité

Vingt-trois (23) territoires de CLSC identifient un manque de disponibilité pour 4 services de base pour les adolescents alors que 16 territoires soulignent le manque de disponibilité de services en pédopsychiatrie. Enfin, 17 territoires insistent sur le manque de ressources financières et matérielles.

Besoins en termes de disponibilité de services	**Mentions spécifiques par 25% et plus de territoires**
Services de base (23 territoires)	Services aux jeunes de la rue (8 territoires) Activités sportives et culturelles (8 territoires) Mesures en milieu scolaire (7 territoires) Maisons de jeunes (7 territoires)
Services spécialisés (16 territoires)	Pédopsychiatrie (9 territoires)
Ressources financières et matérielles (17 territoires)	Ressources financières (11 territoires)

b) Accessibilité

Parmi les 10 barrières à l'utilisation nommées par l'un ou l'autre des 21 territoires, 4 sont plus souvent citées :

Barrières à l'utilisation (21 territoires)
Manque de connaissance ou méconnaissance des services par la clientèle (11 territoires)
Jeunes difficiles à rejoindre (8 territoires)
Parents difficiles à rejoindre (7 territoires)
Manque de connaissance ou méconnaissance des services par les intervenants (7 territoires)

c) L'adaptation des pratiques

L'adaptation des pratiques préoccupe 13 territoires et plus particulièrement le partage des pratiques et la formation.

Concertations locales à consolider ou à développer

Le développement ou la consolidation de la concertation préoccupe la grande majorité des territoires (25 territoires) particulièrement au niveau de protocoles et ententes à développer entre partenaires. L'arrimage avec l'école est mentionné par la moitié des territoires et illustre l'importance de poursuivre les efforts de concertation dans les lieux où les jeunes sont encore majoritairement présents.

Concertation locale (25 territoires)
Protocoles et ententes entre partenaires (22 territoires)
Arrimage avec l'école (12 territoires)

Faits saillants chez les 18-25 ans

Préoccupations importantes ou en émergence

Les problèmes de santé mentale viennent en tête des préoccupations des territoires pour ce groupe d'âge puisque près de la moitié d'entre eux les considèrent importantes, en émergence ou les ont priorisées.

Préoccupations *(sous catégories)*	**Importantes, en émergence ou priorisées**	**Examinées**	**Total des territoires qui se sont prononcés (dénominateur = 28)**
Problèmes de santé mentale	12	13	25
Troubles de comportement *(violence)*	9	10	19
Consommation alcool et drogues	8	12	20
Exclusion, marginalisation et itinérance	8	5	13
Chômage, employabilité, pauvreté	7	10	17

Le quart des territoires se sont dits préoccupés par la pauvreté et le chômage chez les 18-25 ans et les ont priorisés ou identifiés comme important ou en émergence.

Services, ressources, activités et interventions à développer ou à consolider

a) Disponibilité

Onze territoires de CLSC identifient les besoins autour de quatre services de base parmi une dizaine mentionnés par l'ensemble des CLSC. Treize territoires identifient des difficultés de disponibilité en services spécialisés, mais chacun est rapporté par moins du quart des territoires. Les ressources financières et matérielles préoccupent, quant à elles, 10 territoires. Notons ici l'employabilité, qui est à la fois vue comme un déterminant de la santé et du bien-être et aussi un service de base à offrir.

Besoins en termes de disponibilité de services	**Mentions spécifiques par 25% et plus de territoires**
Services de base (11 territoires)	Employabilité (10 territoires) Activités sportives et culturelles (9 territoires) Éducateurs et travailleurs de rue (7 territoires) Prévention et promotion (7 territoires)
Services spécialisés (13 territoires)	-
Ressources financières et matérielles (10 territoires)	Ressources financières (9 territoires)

b) Accessibilité

En terme d'accessibilité, six barrières à l'utilisation des services sont mentionnées mais seulement deux rejoignent au moins 25 % des territoires.

Barrières à l'utilisation (15 territoires)
Manque de connaissance ou méconnaissance des services par la clientèle (9 territoires)
Clientèle difficile à rejoindre (8 territoires)

c) L'adaptation des pratiques

L'adaptation des pratiques émerge comme source de besoins dans 7 territoires sans que suffisamment de territoires (7 ou plus) nomment une sous-catégorie plutôt qu'une autre et que l'on puisse la rapporter ici.

Concertations locales à développer ou à consolider

Des 20 territoires qui commentent ce volet, plus de la moitié signalent le besoin de consolider la concertation par des protocoles et ententes avec les partenaires, notamment dans le secteur de l'emploi, où l'on retrouve souvent la préoccupation de la formation.

Concertation (20 territoires)
Protocoles et ententes entre partenaires (13 territoires)
Lieux de concertation (8 territoires)

Informations complémentaires

Un nouveau regard sur les données

Pour enrichir la réflexion, une cartographie a été réalisée pour chaque groupe d'âge retenu à partir des données de seuil de faible revenu de 1996. Afin de refléter avec le plus de précision possible le poids de la pauvreté, on a superposé, sur le nombre de personnes pauvres, le % qu'elles représentent dans le territoire de CLSC par rapport au % moyen de la région.

L'importance de la population immigrante récente par territoire de CLSC a aussi été synthétisée dans une carte où les % sont superposés aux nombres. Cependant, les données publiées ne nous permettent pas, dans ce cas-ci, d'analyser cette réalité pour chacun des groupes d'âge.

Seuil de faible revenu

Trop souvent, les chiffres et les proportions d'enfants vivant sous le seuil de faible revenu sont confrontés : tantôt on brandit l'un, tantôt l'autre. Pourtant, il serait avantageux d'utiliser simultanément ces deux indicateurs afin d'adapter les approches et les interventions dans chaque territoire de CLSC.

Bien entendu, il faut se rappeler que le seuil de faible revenu n'est qu'une des composantes de la pauvreté : être pauvre ne se limite pas à manquer d'argent, c'est aussi être isolé, vivre dans un logement inadéquat, avoir une faible scolarisation, etc. Il est important d'ajouter à la lecture des cartes ci-dessous d'autres indicateurs afin de mesurer toutes les facettes de la pauvreté. Il n'est pas souhaitable de faire l'attribution budgétaire uniquement à partir de ces cartes, ce serait une grande erreur.

Immigration récente

La plupart des immigrants récents sont exposés à vivre dans des conditions difficiles tout en surmontant des obstacles liés à leur installation. Que ce soient des barrières linguistiques, culturelles, d'accessibilité aux différents services, leur intégration à la société québécoise passe parfois par un état de vulnérabilité accentué par la pauvreté économique. La carte de l'immigration récente ci-dessous a été réalisée à partir des données du recensement de 1996

Interprétation des cartes

Voici quelques indications pour mieux lire et apprécier les cartes. À titre d'exemple, la carte intitulée « Population de 0-5 ans vivant sous le seuil de faible revenu » a été utilisée pour cet exercice.

Pour les nombres, les territoires de CLSC ayant le plus grand nombre d'enfants de moins de 6 ans vivant sous le seuil de faible revenu sont représentés par une couleur foncée. Plus la couleur pâlit, plus le nombre diminue. Pour les pourcentages, les CLSC dont le pourcentage d'enfants pauvres est plus élevé que celui de la région sont indiqués par des points.[2]

À titre d'exemple, une couleur foncée AVEC des points indique un CLSC dans lequel il y a un nombre très élevé d'enfants vivant sous le seuil de faible revenu ET que ces derniers représentent une importante proportion des enfants de cet âge (ex. : au CLSC Côte-des-Neiges il y a environ 4 900 enfants de moins de 6 ans vivant sous le seuil de faible revenu et ils représentent 50% des enfants de 0-5 ans dans ce territoire).

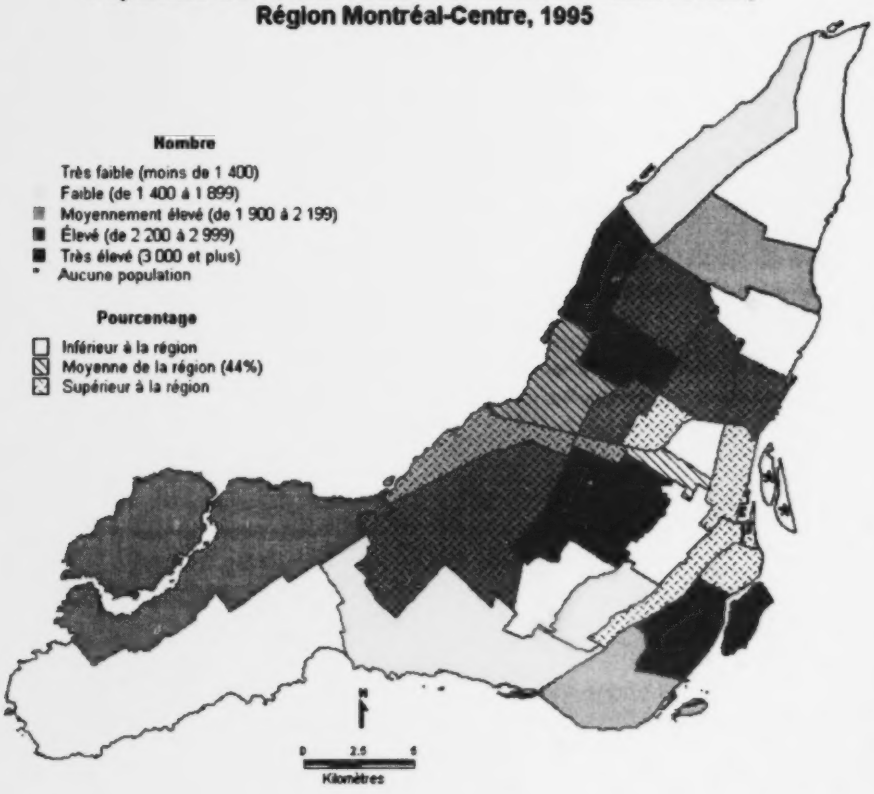
Une couleur foncée SANS point (ni de hachuré) indique un CLSC dans lequel il y a un nombre très élevé d'enfants vivant sous le seuil de faible revenu MAIS que ces enfants représentent une proportion inférieure à celle de la région (ex. : au CLSC Pierrefonds il y a plus de 2 600 enfants pauvres et ils représentent 2 enfants sur 10 alors que la moyenne régionale est d'un peu plus de 4 enfants sur 10).

Une couleur claire AVEC des points indique un CLSC dans lequel il y a un nombre très faible d'enfants vivant sous le seuil de faible revenu MAIS que ces derniers représentent une proportion importante des enfants de cet âge (ex. : au CLSC Pointe Saint-Charles il y a 850 enfants vivant sous le seuil de faible revenu et ils représentent 7 enfants sur 10 vivant dans ce territoire).

Enfin, une couleur claire SANS points (ni hachuré) indique un CLSC dans lequel il y a un nombre très faible d'enfants vivant sous le seuil de faible revenu ET que ces enfants représentent une proportion inférieure à celle de la région (ex. : au CLSC Lac Saint-Louis, il y a 520 enfants vivant sous le seuil de faible revenu et ils représentent moins d'un enfant sur 10).

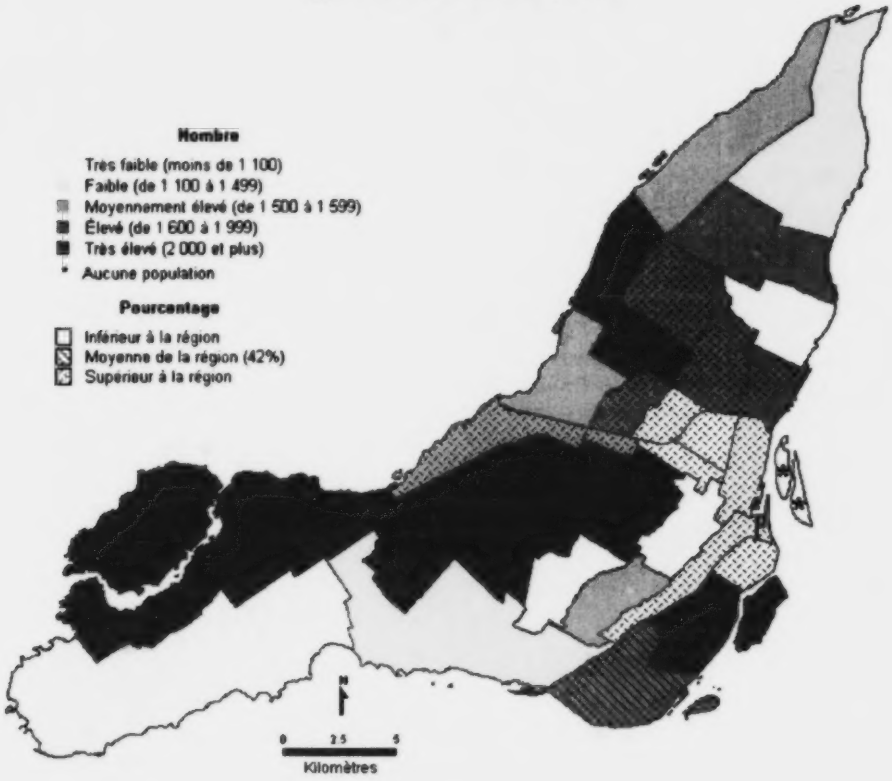
[2] Les valeurs détaillées sont disponibles sur demande

Population de 0-5 ans vivant sous le seuil de faible revenu, Région Montréal-Centre, 1995



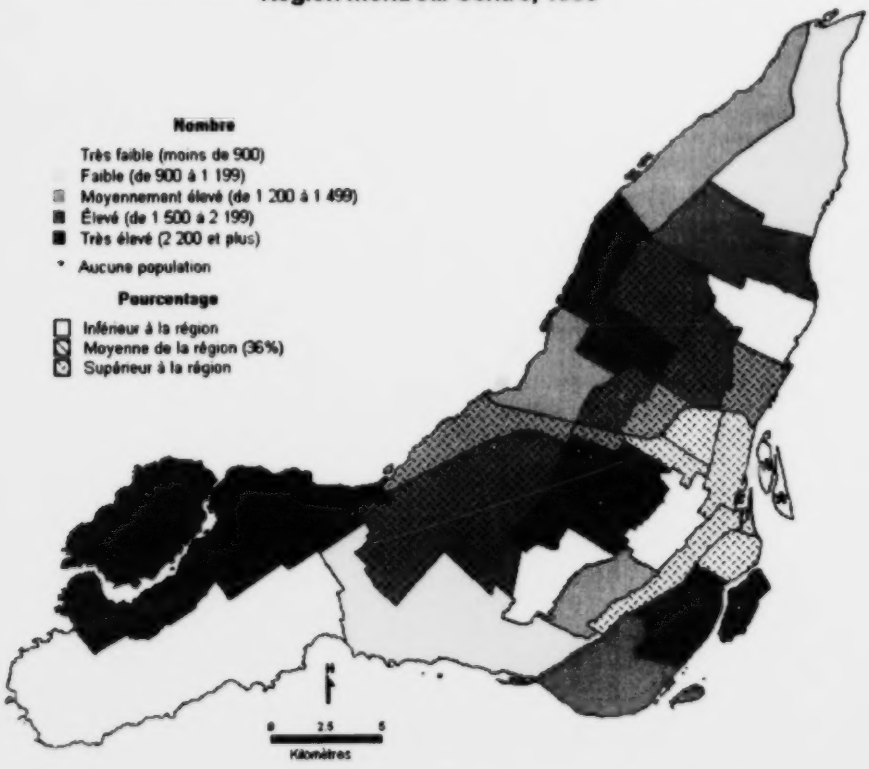
Source : Statistique Canada, recensement de 1996, tableau personnalisé par territoire de CLSC, no : CO-0431

Population de 6-11 ans vivant sous le seuil de faible revenu, Région Montréal-Centre, 1995



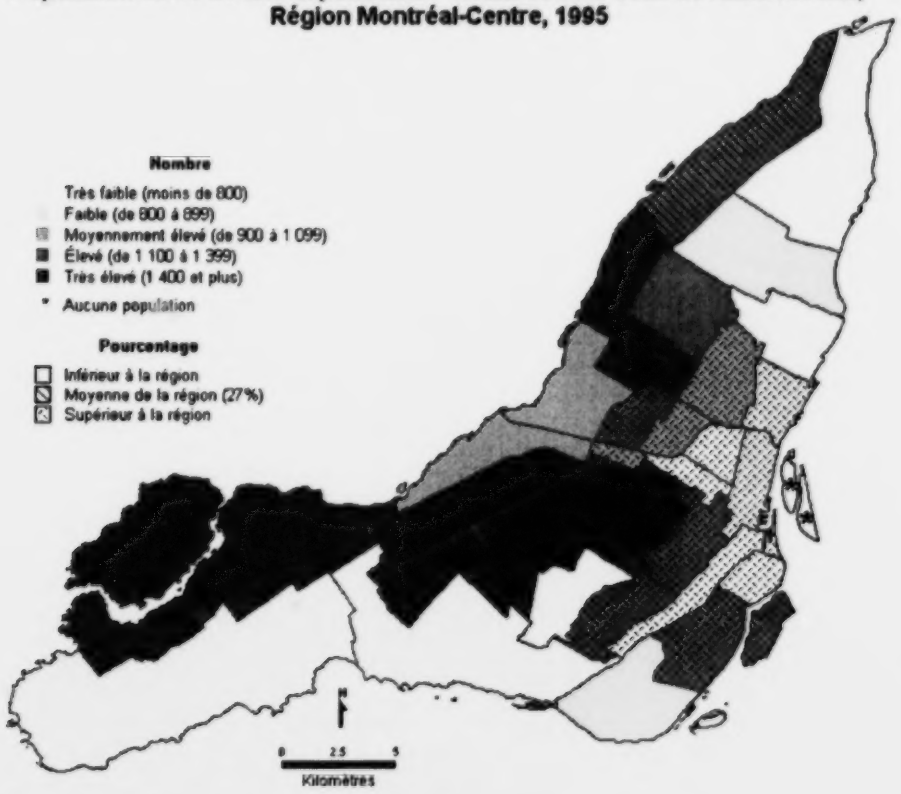
Source : Statistique Canada, recensement de 1996, tableau personnalisé par territoire de CLSC, no. : CO-0431.

Population de 12-17 ans vivant sous le seuil de faible revenu, Région Montréal-Centre, 1995



Source : Statistique Canada, recensement de 1996, tableau personnalisé par territoire de CLSC, no CO-0431.

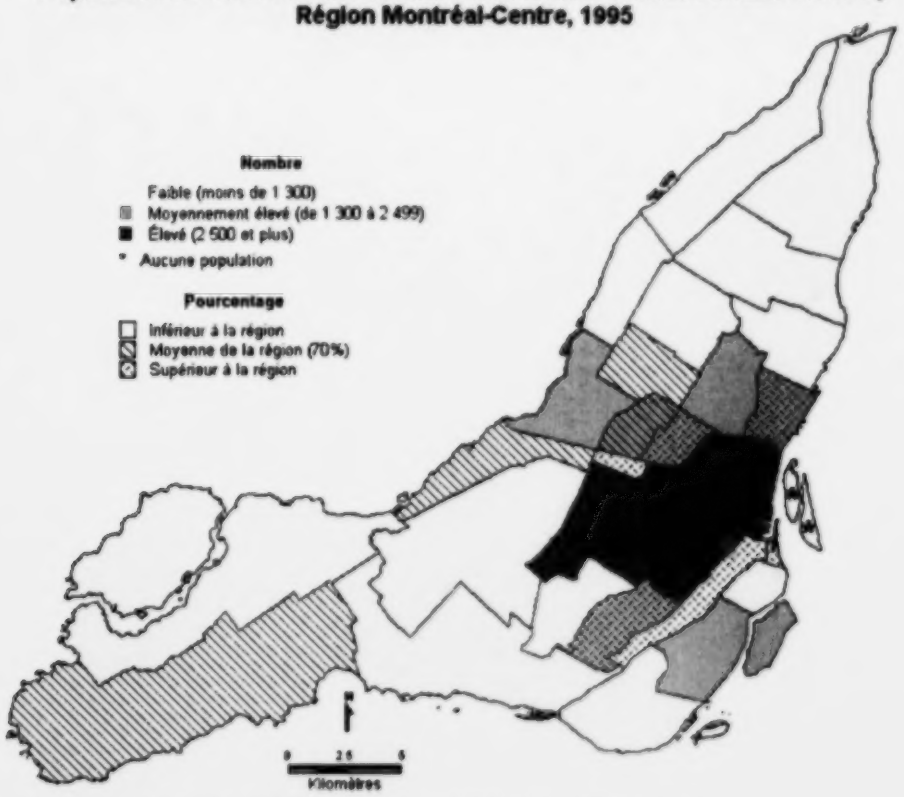
Population de 18-24 ans dépendants vivant sous le seuil de faible revenu, Région Montréal-Centre, 1995**



** : Vivant avec leurs parents ou avec des personnes apparentées.

Source : Statistique Canada, recensement de 1996, tableau personnalisé par territoire de CLSC, no : CO-0431.

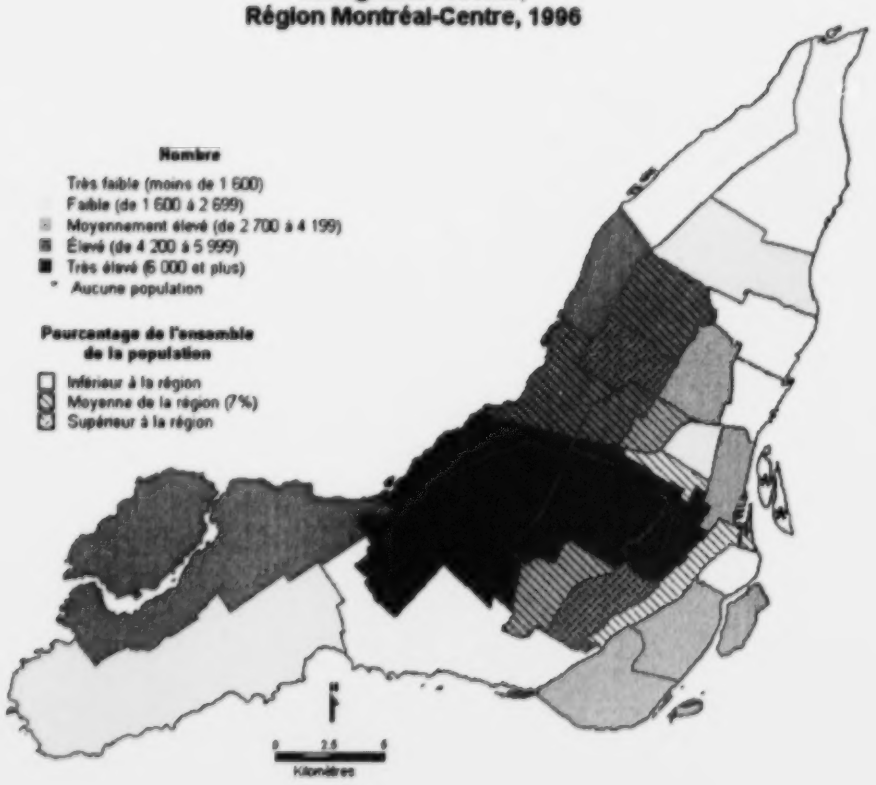
Population de 18-24 ans autonomes vivant sous le seuil de faible revenu, Région Montréal-Centre, 1995**



** : Vivant en union libre sans enfant, vivant avec des personnes non apparentées ou vivant seul.

Source : Statistique Canada, recensement de 1996, tableau personnalisé par territoire de CLSC, no. : CO-0431.

Immigrants récents,
Région Montréal-Centre, 1996



Source : Statistique Canada, recensement de 1996, tableau géocodé du profil de base

Conclusion

Un survol des préoccupations retenues dans les territoires de CLSC

Même si la pauvreté touche tous les territoires avec une intensité variable, elle se présente sous différentes formes. Si elle est parfois occultée lors d'une analyse par territoire de CLSC elle est pourtant bien réelle lorsqu'on examine certains quartiers ou secteurs. Il faut se rappeler aussi que le seuil de faible revenu n'est qu'une des composantes de la pauvreté. L'isolement, la faible scolarité ou le fait de vivre dans un logement inadéquat, par exemple, constituent autant de facettes de la pauvreté qu'il faut aussi considérer.

De façon générale, les troubles de comportement dominent pratiquement l'ensemble des problématiques en émergence ou priorisées pour les groupes d'âge de 6 à 25 ans. Et, si la négligence et l'abandon sont un fléau pour les enfants de 0 à 11 ans, ce sont les troubles de comportement et les problèmes de santé mentale avec leurs premières manifestations au niveau de la marginalisation qui hantent les jeunes de 12 à 25 ans. Les adolescents sont particulièrement touchés par le plus grand nombre de problématiques, quoique l'émergence de ces dernières et leurs premiers signes apparaissent déjà en bas âge. Les données confirment également l'importance des difficultés rencontrées par les parents d'enfants de moins de 18 ans dans l'exercice de leur rôle d'éducateur.

Y a-t-il des services à améliorer, consolider ou développer ?

Dans l'analyse des services et ressources, le manque de disponibilité était interprété comme le fait que ceux-ci étaient soit insuffisants ou inexistants.

De façon générale, on note un besoin de consolidation dans les services de base. Par exemple, pour le groupe des 0-5 ans, les services de garde et de répit sont le plus souvent mentionnés par les territoires, suivis du soutien en milieu scolaire chez les jeunes de 6 à 17 ans et du soutien à l'employabilité chez les 18- 25 ans. Il ressort que le soutien aux parents serait une solution jusqu'à ce que l'enfant ait 17 ans. Cependant, chez les jeunes entre 12 et 25 ans, un consensus, quoique moins grand, se dessine autour du besoin d'activités sportives et culturelles ainsi que du soutien aux organismes communautaires jeunesse.

Dans l'ensemble, tant pour le financement que les services spécialisés, particulièrement en pédopsychiatrie, mais également en déficience physique et intellectuelle, des besoins de consolidation ou de développement sont identifiés pour les jeunes de moins de 18 ans.

Les barrières à l'accessibilité nuisent par définition à l'utilisation des services, des ressources et des activités. Les services existent, mais restent inaccessibles. Il faut donc trouver comment arriver à rejoindre la clientèle, que ce soit par sensibilisation des parents pour qu'ils fassent appel aux services et se déplacent avec leurs enfants ou en rejoignant directement les adolescents ou les jeunes adultes. Cette difficulté est présente à travers tous les groupes d'âge. Ce n'est pas parce que l'on offre un service à la population vulnérable ou en besoin qu'elle l'utilise. Curieusement, on constate qu'il faut non seulement informer la clientèle, mais aussi les intervenants sur ce qui existe. Enfin, la mention d'obstacles culturels et linguistiques, en prédominance chez les moins de 12 ans, renvoie à la question de l'adaptation des pratiques où toute la question culturelle prédomine largement les préoccupations.

La concertation : une base de travail à consolider

Les territoires démontrent l'importance qu'occupe la collaboration et la nécessité de la consolider. On remarque en effet que le développement de protocoles et d'ententes entre les différents partenaires intersectoriels et sectoriels ou l'amélioration des ententes existantes domine dans l'ensemble des groupes d'âge étudiés. Plus spécifiquement, l'arrimage avec les centres de la petite enfance vient en tête chez les 0-5 ans ; par la suite le lien avec l'école devient un incontournable au primaire et au secondaire pour se tourner vers les milieux de l'emploi pour les 18-25 ans. Les lieux de concertation constituent également un enjeu, particulièrement pour les 6-11 ans et les 18-25 ans où ils semblent moins développés. Peut-être la visibilité et l'importance des problématiques étaient telles pour les adolescents, que les partenaires ont développé depuis longtemps des mécanismes et sentent moins le besoin d'en créer de nouveaux ou d'améliorer ceux déjà établis.

Que nous apprennent les cartes ?

La cartographie de données où l'on superpose plus d'un indicateur comporte, malgré sa complexité, deux avantages dans ce cas-ci. Le premier est qu'elle permet d'être plus équitable en offrant la possibilité de regarder simultanément deux dimensions d'une même réalité. Ainsi, pour les seuils de faible revenu, il est possible de constater l'ampleur (nombre) du phénomène chez les jeunes selon un territoire de CLSC tout en étant en mesure d'évaluer sa fréquence (%) par rapport à l'ensemble de la population observée. Le second avantage de la représentation cartographique est qu'elle constitue un outil mieux adapté aux comparaisons entre territoires de CLSC et qu'elle permet d'apporter des nuances qui souvent sont laissées dans l'ombre.